

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 26/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARBREK-CMF

rue Jacques LECOCQ
21400 Étrochey

Références : 2024-273
Code AIOT : 0005400267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement MARBREK-CMF implanté Les Carrioux 21400 Sainte-Colombe-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 25/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection des installations classées a réalisé le 09/07/2024 une visite d'inspection sur le site de la société MARBREK afin de vérifier le respect des prescriptions réglementaires applicables à cette carrière en particulier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 août 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARBREK-CMF

- Les Carrioux 21400 Sainte-Colombe-sur-Seine
- Code AIOT : 0005400267
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée depuis 2007 pour une production brute maximale annuelle de 40 000 tonnes et un tonnage total de matériaux à extraire de 1 200 000 tonnes sur une durée de 30 années. Les matériaux extraits sont des pierres calcaires, des plaquettes et moellons.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Phasage	AP de Mise en Demeure du 02/08/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Amende	1 mois
2	Cote minimale	AP de Mise en Demeure du 02/08/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Amende	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Sécurité - accès au site	AP de Mise en Demeure du 02/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 9 juillet 2024 a montré que l'activité sur les trois zones de la carrière est interrompue, voire arrêtée. La nature a repris ses droits sur les zones de la Charme aux Loups et des Vires Martin. L'exploitant a engagé un inventaire faune-flore pour définir des modalités de remise en état plus adaptées que le remblaiement initialement prévu.

Le devenir de la zone des Carrireaux pose toutefois question car deux fronts peuvent potentiellement être exploités mais la cote minimale n'est pas respectée et que la zone d'extraction devrait être remblayée sur deux mètres pour la remettre en conformité. Il est attendu de la part de l'exploitant un positionnement sur le devenir de la zone des Carrireaux.

De plus, au vu des résultats de l'inventaire biodiversité attendus pour le mois de septembre, l'exploitant s'est engagé à produire un dossier de porter à connaissance portant sur la remise en état des zones de carrière, la cessation d'activité des parcelles concernées, et la modification des cotes associées, notamment sur la Charme aux Loups et les Vires Martin.

Dans l'attente de la mise en place de ces actions et de la régularisation administrative, il subsiste un non-respect de certains points de l'arrêté de mise en demeure sur lesquels une amende administrative est proposée. D'autres sanctions administratives pourront être proposées au Préfet en cas d'inaction de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/08/2023, article 1			
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage			
Prescription contrôlée :			
<p>La société MARBREK-CMF, dont le siège social est situé rue Jacques LECOCQ 21400 ETROCHEY, est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants, les dispositions suivantes pour les zones de carrières qu'elle exploite sur les communes de Sainte-Colombe-sur-Seine et ETROCHEY :</p> <p>- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes prévues à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé relatives à la remise en état des phases 1 et 2 : « <i>L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :</i></p>			
Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m2)	Volume à extraire (m3)
1	2007	7500	78375
2	2012	7500	78375
<p><i>L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés. » ;</i></p> <p>- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes prévues à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé relatives aux phases 5 et 6 ;« <i>L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :</i></p>			
Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m2)	Volume à extraire (m3)
5	2027	10000	104500
6	2032	6100	63745
Constats :			
<p>Le phasage correspond à :</p> <ul style="list-style-type: none">- phases 1, 2 et 3 : exploitation de la zone principale des Carreaux ;- phases 4 et 5 : exploitation de l'extension de la Charme aux Loups ;- phase 6 : exploitation de l'extension des Vires Martin. <p>Lors de l'inspection du 8 mars 2023, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas respecté le</p>			

plan de phasage :

- les phases 1 et 2 ont été menées ;
- la phase 3 n'a pas été réalisée ;
- les phases 4, 5 et 6 ont été partiellement menées.

Les remises en état des phases 1 et 2 n'ont pas été effectuées avant d'entamer les phases suivantes.

Dans une telle situation, il avait été indiqué à l'exploitant que :

- l'extraction de matériaux au sein des phases 5 et 6, qui n'aurait pas dû débuter respectivement avant 2027 et 2032, devait cesser rapidement respectivement jusqu'à finalisation des travaux de remise en état des phases 3 et 4 ;
- les travaux de remise en état des phases 1 et 2, qui devraient être achevés, soient finalisés ;

Lors de l'inspection du 9 juillet 2024, il a été constaté qu'aucune exploitation n'a été menée sur l'année 2024 en termes d'extraction :

- phases 1 et 2 : il reste quelques fronts potentiellement à exploiter au nord de la zone des Carrireaux (phase 1) et au sud de cette même zone (phase 2)
- phase 3 : cette phase ne sera pas menée sur la zone des Carrireaux du fait de la présence d'une lentille géologique d'intérêt archéologique à préserver ;
- phases 4, 5 et 6 : l'exploitation des zones de la Charme aux Loups (phases 4 et 5) et des Vires Martin (phase 6) est ancienne et ne sera pas reprise. La végétation et la faune ont colonisé ces deux secteurs.

Au vu de ces éléments, le plan de phasage de la carrière est entièrement à revoir. En effet, l'activité est totalement arrêtée sur les phases 4, 5 et 6, et ne sera pas engagée sur la phase 3. Au vu de la durée écoulée depuis la dernière période d'activité et au vu de la biodiversité présente sur site, la remise en état initialement prévue par remblaiement de la carrière ne semble plus adaptées aux enjeux.

L'exploitant a engagé des inventaires faune-flore dont le rendu est attendu en septembre 2024 pour identifier les espèces présentes sur site et définir de nouvelles modalités de remise en état prenant en compte la préservation de la biodiversité. L'exploitant devra également notifier la cessation d'activité sur les parcelles non exploitées.

NON-CONFORMITÉ MAJEURE : il subsiste un non-respect de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 2 août 2023, dans la mesure où le plan de phasage n'est pas respecté (phases 4, 5 et 6 entamées avant la fin de remise en état des phases 1 et 2).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu de l'ancienneté de cette exploitation, et de l'état écologique des zones à remettre en état, un dossier de porter à connaissance est attendu comprenant :

- le devenir envisagé pour la zone des Carrireaux ;
- les modifications de remise en état envisagées sur la Charme aux Loups et les Vires Martin au vu des résultats de l'inventaire faune-flore,
- les modifications de remise en état envisagées sur les Carrireaux en fonction de l'activité prévue et au vu de la présence de la lentille géologique ;

<ul style="list-style-type: none"> - la mise à jour des cotes minimales correspondantes le cas échéant (voir point de contrôle suivant) ; - la notification de la cessation partielle d'activité sur les parcelles qui ne seront plus exploitées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Amende
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Cote minimale

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Cote minimale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société MARBREK-CMF, dont le siège social est situé rue Jacques LECOCQ 21400 ETROCHEY, est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants, les dispositions suivantes pour les zones de carrières qu'elle exploite sur les communes de Sainte-Colombe-sur-Seine et ETROCHEY :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un délai de 6mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes prévues à l'article 2.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé relative à la cote minimale à respecter : « 214 m NGF pour le site « Les Carrireaux » », - dans un délai de 24mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes prévues à l'article 2.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé relative à la cote minimale à respecter : « 229 m NGF pour le site « La Charme aux Loups » » ;
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 8 mars 2023 il avait été constaté d'après le plan topographique daté du 17/02/2023, que les cotes minimales d'extraction sont dépassées de 1 à 2 m pour certaines zones des Carrireaux et de La Charme aux Loups :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 212 m NGF pour la zone « Les Carrireaux », sur une surface de l'ordre de 3 500 m² ; - 227 m NGF pour la zone « La Charme aux Loups », sur une surface de l'ordre de 18 500 m² ; <p>L'inspection du 9 juillet 2024 et la consultation du plan topographique daté du 31/01/2024 ont montré que les cotes n'ont pas évolué depuis l'inspection de 2023.</p> <p>Le délai de mise en conformité de 24 mois sur le site de la Charme aux Loups n'est pas échu. La prise en compte de la cote minimale sera à étudier dans le cadre de la définition de la modification de la remise en état au vu des résultats de l'inventaire biodiversité.</p> <p>NON-CONFORMITÉ MAJEURE : le délai de mise en conformité de 6 mois sur la zone des Carrireaux est échu. La régularisation de cette cote par remblaiement de 2 m pose question du fait de la présence de bâtiments sur le carreau qu'il faudrait supprimer avant remblaiement et du fait d'une potentielle poursuite de l'extraction dans cette carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection le devenir de la zone des Carrireaux envisagé et les modalités de mise en conformité de la cote minimale associée.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Amende
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Sécurité - accès au site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité - accès au site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société MARBREK-CMF, dont le siège social est situé rue Jacques LECOCQ 21400 ETROCHEY, est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants, les dispositions suivantes pour les zones de carrières qu'elle exploite sur les communes de Sainte-Colombe-sur-Seine et ETROCHEY :</p> <p>- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des dispositions prévues à l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 susvisé</p> <p><i>« Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</i></p> <p><i>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. » ;</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 9 juillet 2024, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de panneaux de signalisation et d'une clôture sur les secteurs des Carrieaux et des Vires Martin (contrôle par échantillonnage), ces secteurs présentant des zones avec des fronts de taille ; - l'absence de dispositif sur le secteur de la Charme aux Loups, toutefois celui-ci ne présente pas de fronts, il se trouve au milieu d'un champ agricole, et ne présente aucun enjeu de sécurisation dans la mesure où il s'apparente à un milieu naturel. <p>Au vu de ces éléments, la mise en demeure est levée sur ce point de l'article 1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure